

EXODE RURAL, DÉPEUPLEMENT DES CAMPAGNES ET NOUVEAU DYNAMISME DES TERRITOIRES RURAUX

Synthèse de la soirée-débat du 19 janvier 2017 "L'agriculture, source de revitalisation pour les territoires ruraux ?" » organisée par la FNAB lors du [séminaire sur la transition agricole et alimentaire des territoires](#) des 19 et 20 janvier 2017 à Paris.



Plusieurs décennies d'exode rural ont marqué de leur fer rouge les campagnes françaises, qui doivent survivre aujourd'hui à la désindustrialisation des anciens centres bourgs qui s'étaient développés grâce à la tradition paternaliste. Quand l'urgence sociale se double d'une urgence écologique, la seule échelle pertinente pour construire une réponse adaptée à ces situations complexes renvoie au territoire, au bassin de vie, mais aussi au terroir et à la renaissance de ses filières. Les territoires ruraux, nouveaux viviers de l'initiative privée et collective ?

« Rares sont les lieux où l'on parle de développement local et où l'on montre les destinées. » Jean-Yves Pineau, Les Localos

Des photographies, des portraits, au travers desquels transparissent des destinées qui sont l'occasion d'évoquer cette « précarité silencieuse » qui est devenue la réalité des campagnes françaises, quand le tourisme ne suffit pas à revitaliser des territoires délaissés. Ces destinées et ces parcours individuels saisis sur le vif sont aussi l'occasion de rappeler à quel point les campagnes sont aujourd'hui le support d'une économie basée sur la rente, et dont les principaux bénéficiaires n'ont aucun intérêt à ce que cela change.

Précarité silencieuse et revitalisation rurale



Ces destinées se révèlent dans leur diversité, sous la forme de portraits tirés tout du long de la fameuse diagonale du vide, dans le cadre d'un projet « les oubliés de nos campagnes » porté par l'Agence MYOP (l'anagramme d'un poème de Paul Eluard, en non pas une référence à nos manières de voir ou de regarder la réalité qui nous entoure) et d'une commande du Secours Catholique, soucieux de « donner à voir », et donc de sensibiliser, à la précarité en milieu rural.

Mais ces destinées sont aussi révélatrices de signaux faibles, et enthousiasmants, qui dénotent avec les portraits d'addiction, d'isolement, de fragilité que nous donnent à voir ces images, tantôt noir et blanc, tantôt couleur, qui viennent révéler cette France cachée ou tout du moins méconnue. Car nos territoires ruraux ont désormais deux faces. L'origine en est, parallèlement au mouvement de désertification des campagnes, cette tentative de revitalisation, cette volonté de s'extraire de la société de la consommation née de la première génération de néo-ruraux qui ont tenté, dans les années 60 et 70, de redécouvrir et de revendiquer des formes d'autosuffisance bâties sur l'entraide.

Des singularités désormais choisies

Deux faces, donc : une face qui est « *l'histoire de ces relégations dans des lieux isolés* », selon les mots de Jean-Yves Pineau, fervent défenseur de l'impératif du développement local dans les territoires et faisant le constat de « *ces projets de territoires qui n'osent pas s'intéresser à la question agricole* ». Et une face dynamique, que l'on caractérise volontiers au travers de ceux qui réinvestissent les campagnes pour réinventer ou donner un second souffle à des modes de vie, au risque d'oublier les natifs tout autant sensibilisés à la pérennisation d'un certain art de vivre. Des personnes qui « *choisissent la singularité et décident de faire autrement* » et qui viennent étoffer ces populations qui ont choisi de rester et de revendiquer leur appartenance à leur territoire d'origine. Cette face-là a su donner, ici où là, renaissance à des territoires à nouveau investis de sens, sous l'impulsion de ces mêmes néo-ruraux, qui aux côtés des enfants du pays, sont devenus chefs d'entreprise, élus locaux ou coopérateurs. « *Des personnes qui ont voulu il y a quarante redonner du sens à leur vie et qui aujourd'hui redonnent du sens à leur territoire* » raconte Hugues Vernier, de la Biovallée dans la Drôme, où 30% d'agriculture biologique nourrissent un dynamisme économique et une particularité locale aujourd'hui reconnus, et modèles pour la France rurale qui cherche à se réinventer.

Pourtant, cette nouvelle boucle vertueuse n'est que peu identifiée, tout en étant pratiquée de manière très inégale selon les territoires. « *Cela fait peu de temps que l'on reconnaît la profondeur de la transition de la Biovallée* », à qui il aura fallu une trentaine d'année pour asseoir cette transition et surtout réunir les conditions pour que le dynamisme des habitants et l'entraide dépassent la sphère du militantisme, et deviennent un acte économique. Des aléas, mais aussi un temps long, qui démontrent l'ampleur des enjeux des changements actuellement à l'œuvre dans ces territoires où des initiatives citoyennes portent une dynamique de relocalisation des échanges.

Un art de vivre, des boucles vertueuses...



Car l'histoire des néoruraux, au fil des décennies, témoigne elle aussi des difficultés que l'on peut rencontrer à vouloir adopter ou développer ces modes de vie aujourd'hui singuliers, basés sur la proximité, l'échange, et les alternatives de la société de consommation. « *Au départ, beaucoup de jeunes producteurs de la Biovallée connaissent de grandes difficultés* », relativise Hugues Vernier, « *et pour autant, toutes ces personnes montrent qu'il est possible de vivre en faisant autrement. Aujourd'hui, ces nouveaux entrepreneurs conservent des valeurs axées autour de la santé et de l'environnement, et acceptent le changement sans en avoir peur.* »

Un nouvel art de vivre, un mieux vivre ensemble ? Le fait n'est pas si nouveau, comme en témoignent les photographies de l'Agence Myop, qui montrent autant d'enfants revenus au Pays, que de personnes âgées qui continuent de transmettre des savoir-faire ancestraux ou des expatriés venus projeter leurs rêves dans des écrins naturels. Il porte en germe une nouvelle manière d'habiter et d'investir son environnement, plutôt qu'une nouvelle manière de produire, dans la mesure où « *les terres ne sont plus exploitées, mais les jardins et l'auto-production sont omniprésents* » témoigne Pierre Hybre, de l'agence de photographes, en commentant des photos révélant un cadre de vie tranche singulièrement avec la réalité des citadins venus assister à la conférence.

... autant d'enjeux pour le développement local !



La ruralité est la grande absente des programmes politiques, et comme dans le phénomène des *transition towns*, cette absence du politique laisse beaucoup de place à l'imagination et à la créativité citoyenne. « *En tant que citoyens, la question est désormais* » est-ce que l'on accepte que le marché façonne nos paysages, ou au contraire peut-on

reprendre la main sur cette réalité du marché ? » analyse Jean-Yves Pineau des Localos, qui analyse l'enjeu du développement local en ces termes : « soit on regarde et on essaie de refaire le monde dans sa vaste réalité, soit on regarde à l'échelle de petits mondes, à une échelle de proximité, à une échelle où l'on peut agir, non pas pour rester dans un bocal mais pour recréer le monde : et là c'est beaucoup plus encourageant. »

Les ferments de ce dynamisme seraient donc désormais réunis, avec en perspective les chemins d'une transition qui incitent à l'action, mais doivent aussi tenir compte d'une complexité grandissante : depuis les dysfonctionnements de la société jusqu'à la crise de toute une civilisation, ce que dénonçait les premiers néo-ruraux n'est plus désormais un spectre lointain, mais bien une réalité qu'il est possible de montrer en images et de raconter. Et ce, sans compter les « bombes à retardement » que sont le climat et la biodiversité. L'urgence sociale se double ainsi d'une urgence écologique. Selon le représentant des Localos, une telle complexité ne peut s'approcher qu'à l'aune d'un projet de territoire, afin que celui-ci puisse nourrir, de manière plus large un projet de société. « On s'est battus pour obtenir la décentralisation, et pour autant les projets de territoire n'en sont pas moins des projets descendants. Il faut désormais inventer une administration qui reflète davantage la complexité de la vie, pour parler par exemple d'agriculture et de santé. »

Si les élus locaux de la Biovallée ont su réinventer des politiques publiques en prise avec des enjeux multiples, les initiatives fleurissent aussi du côté du secteur privé, démontrant la capacité de ce secteur à traiter de l'intérêt général et à ne pas l'abandonner aux mains d'une décision publique remise en cause à chaque alternance politique. Car s'il n'est aujourd'hui pas possible de prédire l'avenir de la Biovallée ou un éventuel coup d'arrêt de son développement, le constat interpelle le rôle des acteurs et des citoyens dans leur diversité.

Quand l'initiative privée soutient le local



Et c'est peut être à l'échelle du collectif que le citoyen est le plus à même de se saisir de la complexité des enjeux et de l'urgence qui s'imposent à lui. L'histoire de la SCOP Ti offre justement cette vision d'un collectif en lutte qui progressivement a su forger des solutions face à une situation complexe. Face au géant Unilever qui allait achever un mouvement de décentralisation de sa marque Eléphant, entamée avec la fermeture de l'usine du Havre suivie quelques années plus tard d'une nouvelle fermeture à Marseille, les ferments de la future marque « 1336 » auront pris autant de jours pour donner naissance à un appareil de production revendiqué puis réapproprié par les salariés, et à

une dynamique de développement local puisant sa source à Buis-lesBaronnies, pays oublié du tilleul. Olivier Leberquier témoigne de ce projet qui n'était au tout début qu'un « *quatre pages* » pour devenir progressivement quelque chose qui s'étoffe et se construit : « *au départ, la bataille visait seulement à garder l'outil industriel et les emplois. Nous considérons qu'une marque créée par des familles de Marseille et qui avait traversé plusieurs générations appartenait plus à ses ouvriers qu'à une maison mère. Ce que nous voulions avant tout, c'est relancer cette filière du tilleul qui s'est réduite progressivement, passant de 500 tonnes dans les années soixante-dix à seulement dix tonnes.* »

Pas à pas, reconstruire une filière de 500 tonnes

La taille presque démesurée de l'appareil de production de la marque Eléphant contraint les futurs salariés de la SCOP à être extrêmement inventifs pour faire cohabiter ces deux impératifs, socio-économiques d'une part, autour de la conservation de l'usine et des emplois, et éthique d'autre part, d'une filière tilleul française qui a entre-temps disparu. Il a fallu reconstruire les outils comme le service achat, faire des études de marché dans un contexte de quasi-monopole où 80% des parts sont maîtrisées par le groupe Unilever. La SCOP fait alors le choix, qui peut sembler à première vue contradictoire avec l'esprit du développement local, de miser sur la grande distribution. « *Faire ce pari s'est avéré payant* », témoigne Olivier Leberquier, « *les experts nous avaient convaincus que la notoriété acquise pendant les 1336 jours de lutte suffirait à assurer un marché national, grâce au relai des médias* ». Malgré les marges insuffisantes de la grande distribution, lancer une marque dédiée et se faire référencer auprès de la GMS accélèrent la reprise. Les anciens ouvriers devenus patrons peuvent alors se pencher sur la relance de la filière du tilleul, vers des marchés spécialisés, beaucoup plus longs à conquérir et investir. Influencés par Charles Piaget, qui a contribué à donner une seconde vie à l'usine LIP (cas d'école de l'autogestion d'un appareil productif par ses anciens salariés), la SCOP Ti se lance dans un projet de production militante qui échoue tout d'abord, en raison de volumes de production de tilleul insuffisants et déjà écoulés. Jusqu'à ce que s'ouvre finalement la porte d'un producteur bio qui fournit, pour une première mise en boîte, 150 kilos de tilleul. 5000 boîtes sont fabriquées et essentiellement vendues au travers de circuits militants, les portes des Biocoop et autres n'étant pas encore ouvertes.

Commerce équitable et filières du terroir

La SCOP Ti prend alors la décision de se lancer dans des productions millésimées, afin de tirer profit de la rareté du tilleul bio français. Les producteurs du Diois contribuent à rassembler 350 kilos de tilleul bio la première année, 700 kilos désormais. La SCOP Ti choisit de financer la certification bio des producteurs pour que l'offre s'étoffe d'année en année. La philosophie d'une juste rémunération des producteurs se frotte aux logiques en place du marché du tilleul : si elle insiste au départ pour que le prix soit fixé par les producteurs, afin de s'assurer que ceux-ci touchent une rémunération juste, elle se rend compte du risque d'inflation que cela fait peser sur l'ensemble de la filière du tilleul bio, bien au-delà de sa marque. Au final, la SCOP Ti se résoudra donc pour son prochain millésime à fixer elle-même le prix. Assurément, la SCOP ne manque ni d'imagination ni d'atouts pour se faire entendre des producteurs et partager plus largement son ambition d'une filière tilleul française. Son projet de filières locales est de moins en moins une exception, augurant d'une nouvelle génération de projets de territoire et de développement local. C'est en tous les cas ce que veulent croire les Localos, qui planchent sur un projet de SCIC de développement local, à portée nationale : « *la pensée écologique peut permettre de penser un métabolisme territorial qui rattache villes et campagnes, avec des interactions et des bénéfices évidents. Il faut expérimenter !* »

Pour aller plus loin

- Consultez la [fiche expérience sur la Biovallée](#)
- Visiter le [site de SCOP-TI](#) et le [site dédié à la gamme bio](#)
- Visionnez la vidéo (photos et entretiens) sur l'exposition "Oubliés de nos campagnes" de l'Agence MYOP

[Les Rencontres d'Arles - Nuit de l'année - 2014](#) from [Agence Myop](#) on [Vimeo](#)

- Retrouvez l'intégralité des actes de ce séminaire sur la [transition agricole et alimentaire des territoires](#) organisé les 19 et 20 janvier 2017 par la FNAB à Paris [en cliquant ici](#).

Réalisation



Partenaires

